



Ce que les très riches captent en France : Un problème fondamental économique et moral.

Le magazine Challenges (n° 573) en juin 2018 publiait son classement annuel, depuis 1996, des 500 premières fortunes de France. On observe de nouveau :

De 1996 à 2018 : Une augmentation du nombre de milliardaires qui est passée **de 11 à 94** (+ 3 P/R 2017, +700% depuis 1996 !).

Le montant des 500 premières fortunes a été multiplié par 7 pour passer de 81 milliards (Mds) à **650 Mds** (570 Mds en 2017, soit + **21 %**).

Le seuil d'entrée dans ce classement « FMIC » (fortune minimum d'inclusion dans le classement) est passé de 100 million en 2016 à 140 millions (Ms) soit plus 40 % (130 Ms en 2017, + 7 %.)

Un creusement au sein des riches : les dix premiers cumulent 317 Mds soit plus de 50 % du total des 500 premières fortunes. En 1996 on était à 30 %.

Les 94 milliardaires cumulent 532 Mds soit 84 % du total (les 406 millionnaires qui suivent, ont le reste).

Le total de ces fortunes, 650 Mds, représente 30 % du PIB. En 1996 on était à 6 % du PIB!

Les deux premières fortunes (Arnaud 73,2 Mds (plus 56 % P/R à 2017 !) et Wertheimer (40 Mds) cumulent 113,2 Mds soit par exemple bien plus que le déficit budgétaire de l'État en 2017 (autour de 70 Mds...) ou plus que les 20 % de français les plus pauvres.

Des points de repères non exhaustifs : Le budget de l'État, concernant ses recettes, est de 310 Mds en 2017 ; On demande à la sécurité sociale en 2018, dont l'hôpital, de faire 4,5 Mds d'économie.

Il faudrait 3 Mds par an sur 10 ans pour combler le retard dans l'ESR et pourvoir aux augmentations d'effectifs selon la StraNES (rapport 2016). Et à l'EN...

A peine la moitié de ces 650 Mds permettrait aisément de financer tous les services publics à hauteur des besoins (santé, éducation,...), des créations d'emplois et la transition écologique. Or ce gouvernement prévoit encore 60Mds de réduction de dépenses publiques sur le quinquennat.

Ajoutons la fraude fiscale en France qui est estimée à minima autour de 80 Mds et 1000 Mds selon la commission européenne à l'échelle de l'Europe. Rappelons des livres qui font références : G Zukman sur « *la richesse volée aux nations* » ou de A. Peillon « *ces 600 Mds qui manquent à la France* ». De même le problème n'est pas le coût du travail mais le surcoût du capital estimé en 2011 à 95 Mds (cf <http://www.snepfsu.net/outils/index.php>)

Aussi la hauteur de la fraude et des inégalités de richesse en France et dans le monde, où 8 personnes possèdent autant que la moitié de l'humanité la plus pauvre, questionne la morale et l'éthique. Selon l'OCDE, la théorie du ruissellement des riches vers les pauvres ne fonctionne pas, et ces inégalités et fraudes nuisent à la croissance économique. (cf. aussi le premier rapport sur les inégalités mondiales « **World Inequality Report 2018** »). Quelles solutions ?

Après la crise de 1929, le président Américain Roosevelt en 1933 avait décidé de prélever à hauteur de 79% les revenus des plus riches. A méditer car un certain président a diminué l'ISF ! (Coût pour l'Etat en 2018 à minima pour cette seule mesure... : 4,5 Mds (source Bercy)).

pascal.anger@univ-angers.fr